

CERA

120, rue de Javel
75015 PARIS

Auditeurs & Conseils Associés
Membre de Nexia International
31, rue Henri Rochefort
75017 PARIS

MICROWAVE VISION

Société Anonyme au capital de 711 189 €
Siège Social : 17, avenue de Norvège, 91140 VILLEBON SUR YVETTE
RCS EVRY : 340 342 153

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- Le contrôle des comptes consolidés du groupe Microwave Vision S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « 4.1.1 Ecart d'acquisition » de l'annexe expose les règles de dépréciation des écarts d'acquisitions. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes suivies par votre société, nous nous sommes assurés que les flux de trésorerie futurs calculés, établis sous la responsabilité de la Direction Générale de la société, étaient construits sur la base d'hypothèses cohérentes et vraisemblables, confirmant ainsi la valeur nette comptable des écarts d'acquisition.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

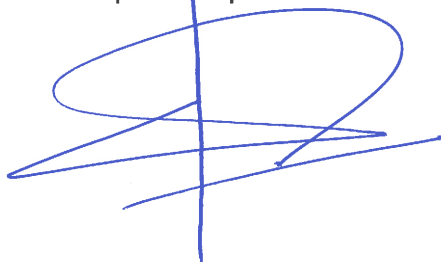
3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

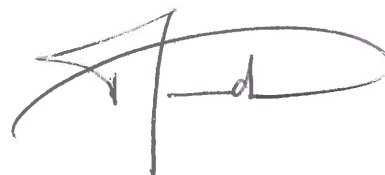
Paris, le 30 avril 2014

CERA
Représenté par



Daniel BUCHOUX

Auditeurs & Conseils Associés
Représenté par



Philippe MENDES



Comptes consolidés annuels au 31 décembre 2013

SOMMAIRE

BILAN CONSOLIDE	4
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	7
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	8
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	9
1. ENSEMBLE CONSOLIDE	9
1. 1. Identification du Groupe	9
1. 2. Organigramme du Groupe	10
1. 3. Evolution du périmètre de consolidation	11
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	11
3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	12
3.1. Règles et méthodes comptables	13
3.2. Estimations et jugements	13
3.3. Options retenues en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs	13
3.4. Méthodes de consolidation	13
3.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères	14
4. NOTES SUR LE BILAN	14
4.1. Actif non courant	14
4.1.1. Ecart acquisition	16
4.1.2. Immobilisations incorporelles	16
4.1.3. Immobilisations corporelles	16
4.1.4. Actifs Financiers non courants	17
4.1.5. Actifs d'impôts non courants	18
4.2. ACTIF COURANT	18
4.2.1. Stocks	18
4.2.2. Créances clients et comptes rattachés	19
4.2.3. Autres créances et actifs courants	19
4.3. CAPITAUX PROPRES	19
4.3.1. Capital social et primes d'émission	19
4.3.2. Actions propres	20
4.3.3. Capital potentiel	20
4.3.4. Dividendes	21
4.3.5. Réserves	21
4.4. TRESORERIE	21
4.5. Passif non courant	20
4.5.1. Dettes financières	22
4.5.2. Provisions non courant	22
4.5.2.1. Provisions pour risques et charges	23
4.5.2.2. Indemnités de fin de carrière	24
4.6. Passif courant	21
4.6.1. AUTRES PASSIFS COURANTS	24
5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	25
5.1. Chiffre d'affaires	25
5.2. Charges opérationnelles courantes	25
5.3. Résultat financier	26
5.4. Impôts sur les sociétés	26
5.5. Résultat par action	27
5.6. Ecart de change	27
6. INFORMATIONS SECTORIELLES	28
6.1. Compte de résultat sectoriel	28
6.2. Bilan sectoriel	28
6.3. Chiffre d'affaires par destination	29
7. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES	29
7.1. Identification des parties liées	29
7.2. Conventions	29
7.2.1. Relations avec les principaux dirigeants	30
7.2.1.1. Rémunération des mandataires sociaux : Président du conseil d'administration et Directeurs Généraux Délégués	30
7.2.1.2. Plans d'options de souscription d'actions et BSA	30
8. AUTRES INFORMATIONS	30
8.1. Gestion des risques financiers	30

8.1.1. Exposition au risque de taux	30
8.1.2. Exposition au risque de change	30
8.2. Engagements hors bilan	30
8.3. Droit Individuel à la Formation (DIF)	31
8.4. Honoraires versés aux auditeurs	31
8.5. Effectifs moyens par catégories au 31 Décembre 2013	31

Bilan consolidé

(en K€)	Note	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF			
Ecarts d'acquisition		13 530	13 521
Immobilisations incorporelles		711	38
Immobilisations corporelles		6 566	5 333
Autres actifs financiers		497	341
Actifs d'impôts différés		2 971	3 482
ACTIF NON COURANT		24 275	22 716
Stocks et en-cours		7 041	5 729
Clients et autres débiteurs		26 060	21 977
Autres créances et actifs courants		4 656	4 234
Valeurs mobilières de placement			1 854
Trésorerie et équivalents de trésorerie		7 100	3 779
ACTIF COURANT		44 857	37 572
Actifs détenus en vue d'être cédés			
TOTAL DE L'ACTIF		69 132	60 288

	31/12/2013	31/12/2012
CAPITAUX PROPRES et PASSIF		
Capital	711	711
Primes d'émission, fusion		
Réserves	32 577	31 026
Résultat consolidé	2 964	2 503
Intérêts minoritaires	3 512	3 056
CAPITAUX PROPRES	39 764	37 296
Provisions non courantes	656	586
Dettes financières non courantes	9 947	6 478
Passifs d'impôts différés	78	76
Autres passifs non courants		
PASSIF NON COURANT	10 681	7 140
Dettes financières courantes	6	
Fournisseurs et comptes rattachés	13 159	9 448
Autres dettes	5 522	6 403
Passifs financiers courants		
PASSIF COURANT	18 687	15 850
Passifs liés aux actifs détenus en vue d'être cédés		-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	69 132	60 288

Compte de résultat consolidé

(en K€)	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	51 499	46 358
Autres produits de l'activité	5	49
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	51 504	46 407
Achats consommés	- 16 664	-14 469
Impôts, taxes et versements assimilés	- 341	-469
Charges de personnel	- 18 482	-16 535
Dotations aux amortissements et provisions	- 1 294	-1 311
Autres produits et charges opérationnels courants	- 10 446	-9 790
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	4 276	3 834
Autres produits et charges opérationnelles	- 32	-62
Charge liée au stock options		
RESULTAT OPERATIONNEL	4 244	3 772
Coût de l'endettement financier net	- 306	-386
Autres produit et charges financiers	- 25	-76
RESULTAT FINANCIER	- 331	-462
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 913	3 310
Impôts	-813	- 562
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREEES	3 100	2 748
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		-
RESULTAT NET	3 100	2 748
Attribuable aux :		
Porteurs des capitaux propres ordinaires de la société mère	2 964	2 503
Intérêts minoritaires	136	245
Résultat net part du groupe par action - avant dilution (en Euros)	0,8335	0.7038
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession par action - après dilution (en Euros)		
Résultat net part du groupe par action - après dilution (en Euros)	0,8316	0.7023

	Exercice clos au 31/12/2013	Exercice clos au 31/12/2012
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	3 100	2 748
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :</i>	-	-
<i>Éléments qui pourront ultérieurement être reclassés en résultat net :</i>	-	-
<i>Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat</i>	-	-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'EXERCICE	3 100	2 748
Résultat de l'exercice attribuable aux :		
<i>Propriétaires de la Société</i>	<i>2 964</i>	<i>2 503</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>136</i>	<i>245</i>
	3 100	2 748
Résultat global total de l'exercice attribuable aux :		
<i>Propriétaires de la Société</i>	<i>2 964</i>	<i>2 503</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>136</i>	<i>245</i>
	3 100	2 748

Tableau consolidé des flux de trésorerie

RUBRIQUES	Consolidé 2013 en K€	Consolidé 2012 en K€
Résultat net consolidé (1)	3 100	2 748
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (2)	1 191	1 312
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	79	-
-/+ Autres produits et charges calculés	-	-
-/+ Plus et moins-values de cession		
- Dividendes (titres non consolidés)		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 370	4 060
+ Coût de l'endettement financier net	0	463
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 119	562
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	5 489	5 085
- Impôts versé	-815	-562
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (3)	- 3 079	-2 105
+/- Autres flux générés par l'activité (frais d'émission d'emprunt)		-
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D8)	1 595	2 418
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 253	-3 107
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		
+/- Incidence des variations de périmètre		
+/- Variation des prêts et avances consentis	-77	
+ Subventions d'investissement reçues	-	-
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	-76	- 1 235
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-3 406	- 4 341
+ Sommes versées aux actionnaires lors d'augmentation du capital :		
- Versées aux actionnaires de la société mère		
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	4 203	5 423
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-531	- 1 450
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	- 298	
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		
+Augmentation de capital en numéraire		
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	3 374	3 974
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	-100	30
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	1 463	2 021
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	5 637	3 616
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	7 100	5 637

Tableau de variation des capitaux propres

(en K)	Capital	Réserves	Action propres	Résultat consolidé	Total part groupe	Total part minos	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2012	711	31 026		2 503	34240	3056	37296
Affectation du résultat		2 503		-2 503	0		0
Opération sur capital					0		0
Instruments financiers					0		0
Paiements fondés sur des actions					0		0
Opérations sur titres d'autocontrôle					0		0
Dividendes					0		0
Résultat net de la période				2 964	2 964	136	3 100
Ecart de conversion		-319			-319	-152	-471
Mouvements sur Actions propres			-110		-110		-110
Variation de périmètre					0		0
Autres mouvements		-33			-33	-18	-51
Capitaux propres au 31 décembre 2013	711	33 177	-110	2 964	36 742	3 022	39 764

Annexe aux comptes consolidés

1. Ensemble consolidé

1.1. Identification du Groupe

Microwave Vision S.A., société mère du Groupe, est une société anonyme de droit français, domiciliée 17 Avenue de Norvège, 91140 VILLEBON SUR YVETTE.

Le groupe Microwave Vision se compose de 4 pôles d'activité :

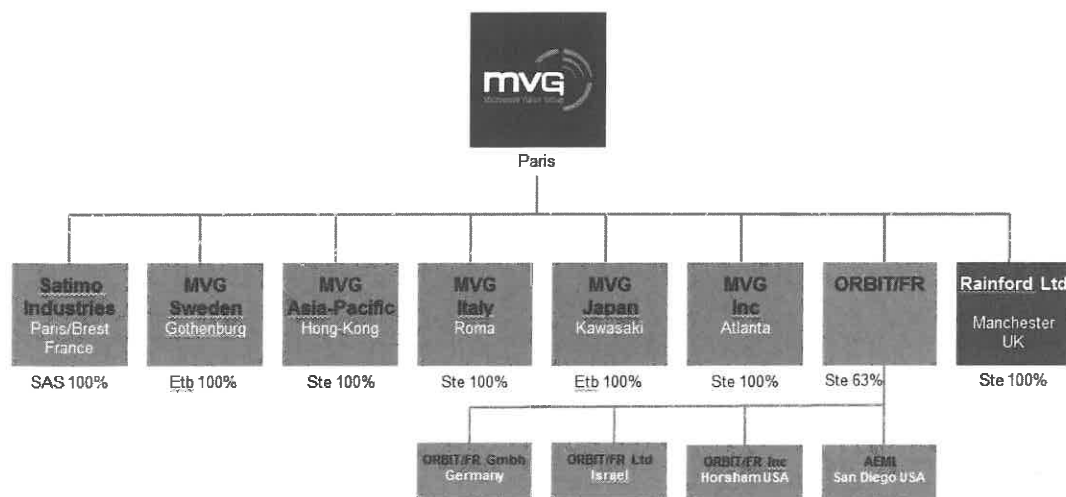
- La BU AMS (Antenna Measurement Systems) dédiée aux mesures des antennes, activité historique du Groupe, il présente une offre variée de produits couvrant quasiment tous les besoins des centres de Recherche et Développement des produits embarquant des systèmes de communication sans fil. Ces équipements s'adressent à toutes les industries utilisant des antennes (spatiales, avioniques ou encore automobiles) et aux acteurs des radiocommunications (opérateurs, départements R&D des fabricants de portables, fabricants d'antennes, laboratoires de contrôle)
- La BU EMC (Electro-Magnetic Compatibility) dédiée aux tests de Compatibilité Electromagnétique (CEM) des systèmes. Cette BU offre des solutions de test de l'aptitude des appareils à fonctionner dans des environnements électromagnétiques et à ne pas produire eux-mêmes des perturbations
- La BU EIC (Environmental and Industrial Control) dédiée aux tests de contrôle industriel et environnemental. MVG a développé une gamme complète de petits produits dédiés au contrôle du niveau des ondes électromagnétiques.
- La BU NSH (National Security and Healthcare) dédiée aux instruments d'imagerie médicale et d'imagerie de sécurité pour les aéroports.

La société Microwave Vision, holding du groupe, a été admise à la côte d'Alternext le 30 juin 2005.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

1. 2. Organigramme du Groupe



NB : La société Satimo Industrie détient une participation de 10% dans la société METRAWARE située à l'adresse suivante : Quartier cime des Vières 84240 CABRIERES D'AIGUES. Cette société n'est pas consolidée.

Microwave Vision SA est la holding du groupe. Outre la direction générale, elle assure les fonctions finance, marketing et commerciales du groupe.

SATIMO INDUSTRIES

Est la société industrielle du pôle SATIMO. C'est elle qui fabrique l'ensemble des systèmes pour MICROWAVE. Cette entité est le centre de R&D le plus important du groupe. En outre elle assure également le support client et la maintenance à chaque fois qu'un établissement étranger en exprime le besoin. SATIMO Industries est implantée sur deux sites, l'un en région parisienne, aux Ulis, et l'autre en Bretagne, à Brest.

MVG Georgia, INC

La société, basée à Atlanta, a un rôle commercial et assure la maintenance des systèmes installés sur l'Amérique du nord. Cette implantation a une forte activité de prestations de services.

MVG Asia Pacific Ltd,

Pendant l'exercice 2013, le groupe MVG a restructuré sa présence en Asie avec l'ouverture d'une holding à Hong Kong, Microwave Vision Ltd détenu à 100% et qui elle-même détient 2 sociétés opérationnelles Microwave Vision AMS, Ltd et Microwave Vision EMC, Ltd.

Ces deux entités ont pour objectif de commercialiser, maintenir les systèmes installés sur la région APAC.

MVG Italy SRL

Le groupe MVG a également filialisé son établissement de Rome, MVG Italy SRL. Elle reprend le rôle de l'établissement Satimo Italy, avec une activité de production de petites antennes ainsi qu'un centre de R&D qui travaille de manière étroite avec Satimo industries SAS.

Etablissements autonomes :

SATIMO SUEDE, basé à Göteborg, est le siège de la direction commerciale européenne.

SATIMO HONG KONG, basé à Hong-Kong, a vu son activité se réduire durant l'exercice 2013 avec l'ouverture des filiales Microwave vision AMS, Ltd et Microwave Vision EMC, Ltd.

MICROWAVE VISION JAPON basé à Tokyo assure la commercialisation des produits « Satimo » ainsi que leurs maintenances sur le territoire japonais.

SATIMO Italie basé à Rome a vu son activité transférée à la filiale italienne nouvellement constituée en date du 01/07/2013.

Le groupe ORBIT est constitué de 5 entités :

Une holding ORBIT FR Inc située aux Etats-Unis à HORSHAM et qui n'a aucun rôle opérationnel.

ORBIT GmbH basé à MUNICH en Allemagne assure la commercialisation des produits ORBIT sur l'Europe, ainsi que la fabrication de certains systèmes spécifiques.

ORBIT LTD basé à HADERA en Israël assure la fabrication pour l'ensemble du groupe des positionneurs et des mâts et leur distribution pour sa région.

ORBIT US situé à HORSHAM aux Etats-Unis en charge de la diffusion des produits ORBIT sur la zone Amérique. Cette entité fait également de l'intégration de matériels fabriqués en Israël.

AEMI US basé à SANTEE aux Etats-Unis est l'entité du groupe qui conçoit et réalise les matériaux anéchoïques pour toutes les sociétés du groupe, y compris celles d'origine SATIMO.

La société RAINFORD est basée en Angleterre à Manchester a été rachetée en juillet 2012. Elle est aujourd'hui détenue à 100% par la société MVG. Elle fabrique des chambres anéchoïde à destination des clients du groupe, et vers le marché de la compatibilité électro magnétique, qui est un des leviers de croissance du Groupe.

1. 3. Evolution du périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2013, à l'exception de la participation METRAWARE (10% du capital) dont les actifs et passifs ne sont pas significatifs, aucune société détenue directement ou indirectement, majoritairement ou minoritairement, n'est exclue du périmètre de consolidation.

L'exercice 2013 voit se rajouter 3 sociétés détenues à 100%, que sont les entités ouvertes à Hong Kong ainsi que la société italienne.

2. Evénements significatifs de l'exercice

L'année 2013 a été marquée par la sortie de nouveaux produits dans les systèmes de mesures d'antennes avec principalement la commercialisation de la nouvelle starlab, et dans la Business Unit EIC.

La Business Unit EIC (Environmental & Industrial Control) affiche un CA de 1,5 M€ pour 1,8M€ en 2012. Ce léger repli tient essentiellement à l'attentisme des clients, suspendus à la disponibilité de l'EME Guard XS

intervenue justement en toute fin d'année dernière. Ce nouveau produit a déjà reçu un accueil très favorable de la part de nouveaux distributeurs, notamment aux USA.

La refonte de la gamme de produits et du réseau de distribution opérée en 2013 devrait donc porter ses fruits dès le premier semestre 2014.

2013 a vu une bonne progression des ventes sur le continent asiatique.

L'exercice a vu la mise en exploitation d'un nouveau système de gestion à partir du mois de juillet. Ce nouvel outil va permettre des gains de productivité non négligeables, et surtout des optimisations dans la gestion des flux de la société.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été arrêtés le 28 Avril 2014 par le Conseil d'Administration et sont exprimés en milliers d'euros (sauf mention contraire).

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2008. Ce référentiel est disponible :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Microwave Vision présente pour la sixième fois des comptes consolidés selon le référentiel IFRS. Les comptes au 31 décembre 2013 présentés en comparatif ont été déterminés selon les mêmes modalités.

3.1. Règles et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2013 sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2012. Par ailleurs, la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » relative à la première application du référentiel international prévoit des options possibles au principe d'application rétrospective des IFRS à la date de transition pour le Groupe au 1^{er} avril 2007. Dans ce cadre, le Groupe a retenu les options suivantes :

- En l'absence de regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} avril 2007, ceux-ci n'ont pas été retraités selon IFRS 3 « Regroupements d'entreprise » ;
- La norme IAS 39 a été appliquée de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2004 ;
- L'évaluation des avantages accordés aux salariés dans le cadre de rémunération en actions prend en compte que les plans octroyés au mois de janvier 2007 ;
- Les écarts de conversion ont été soldés à l'ouverture de l'exercice 2007 ;
- Le Crédit d'impôt recherche a été calculé selon la législation en vigueur. Il a été comptabilisé en en moins des salaires, des amortissements et des autres charges externes en application des proratas fiscaux ;
- Le CICE a été calculé selon la législation en vigueur à la clôture de l'exercice, la société a opté pour la comptabilisation en diminution des charges de personnels (IAS20)
- Le revenu des contrats commerciaux est constaté selon la norme IAS37 relative aux contrats de construction.

3.2. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- L'évaluation et la valeur recouvrable des écarts d'acquisition. L'estimation de la valeur recouvrable de ces actifs suppose la détermination de flux de trésorerie futurs résultant de l'utilisation de ces actifs. Il peut donc s'avérer que les flux effectivement dégagés par ces actifs diffèrent sensiblement des projections initiales ;
- L'évaluation des engagements de retraite ;
- La détermination des provisions pour risques et charges compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- Les tests de valeur des actifs basée sur des perspectives de réalisations futures ;
- Les impôts différés.

3.3. Options retenues en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs. Dans ce cadre, le Groupe a retenu :

- La méthode d'évaluation au coût historique des immobilisations incorporelles et corporelles et a donc choisi de ne pas les réévaluer à chaque date de clôture ;
- L'option de mise à la juste valeur par résultat conformément à l'option proposée par l'amendement IAS 39.

En l'absence de normes et interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugements pour définir et appliquer les principes et méthodes comptables que permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation et de la performance financières et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

3.4. Méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles la société Microwave Vision exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise de manière à tirer avantages de ses activités. Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la perte de contrôle. En intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées, à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés consolidées sont éliminées.
Le Groupe ne détient pas d'entité ad hoc.

3.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes consolidés présentés dans cette annexe ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères hors zone euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan à l'exception des capitaux propres sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice ;
- les écarts de conversion résultant de l'impact de la variation des taux de change entre l'ouverture (et/ou la date d'acquisition des sociétés concernées) et la clôture de l'exercice sont inscrits dans la rubrique « Ecart de conversion » et inclus dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs et toutes opérations en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidés.

Les taux de conversion Euro / Devises (\$,\$HK, YEN, SEK, £) retenus sont les suivants:

En Euros	\$		\$HK		YEN		SEK		£	
	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012
aux de clôture	1,3791	1.32153	10,6933	10.25115	144,72	113.4945	8,8591	8.6132	0,8337	0.81739
aux moyen	1,3279	1.28493	10,2928	9.96115	129,78	102.4590	8,6494	8.6987	0,8496	0.81085

4. Notes sur le bilan

4.1. ACTIF NON COURANT

4.1.1 Ecart d'acquisition :

En K€	31/12/2012	Augmentation	Diminution	Autre variation	31/12/2013
Ecarts d'acquisition ORBIT	7 982	50	0	-42	7 990
Ecarts d'acquisition ANTENESSA	3 528	0	0	0	3 528
Ecarts d'acquisition Rainford	2 011	0			2 011
TOTAL	13 521	50	0	-42	13 530

Lors d'une acquisition, les actifs, passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois et rétroactivement à la date de l'acquisition.

Le coût d'acquisition correspond au montant de trésorerie, ou équivalent de trésorerie, versé au vendeur augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition.

Des tests de dépréciation sont réalisés annuellement en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs sur la base des prévisions d'exploitation existantes portant au minimum sur une période de 4 ans. Les prévisions existantes sont fondées sur l'expérience passée ainsi que sur les perspectives d'évolution du marché et tiennent compte du business plan de l'entreprise.

	Période de projection des flux de trésorerie	Exercice clos au 31/12/2013		
		Taux d'actualisation	Taux cumulé de croissance à 5 ans	Autre(s) hypothèse(s) clé(s)
SATIMO INDUSTRIES	2017	12%	32%	Néant
ORBIT	2017	12%	36%	croissance AEMI liée au développement BU EMC. Vecteur de croissance du groupe lié au développement de la BU EMC
RAINFORD	2017	12%	189%	EMC

L'organisation de Satimo Industries ne permet pas de suivre l'unité générale génératrice de trésorerie (UGT) Antenessa. En conséquence, le goodwill Antenessa a été réaffecté en 2010 à l'UGT Satimo Industries nouvelle plus petite UGT. Les trois UGT suivies par le groupe, qui génèrent des flux de trésorerie indépendants, sont désormais Satimo Industries, Orbit /fr et Rainford

L'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est effectuée chaque année : la valeur au bilan est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La valeur d'usage des UGT a été estimée par la Direction sur la base des valeurs actualisées attendues, en fonction des prévisions et des projections existantes des flux de trésorerie avant impôts déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF). Un taux d'actualisation, après impôt, de 12% est appliqué. La valeur terminale a été évaluée sur la base du dernier free Cash flow (année 2017) actualisé à l'infini tels que définis dans les business plan de l'entreprise.

La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs nets (y compris l'écart d'acquisition). Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieur à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition.

Principales hypothèses :

Tests de sensibilité :

	Ecart entre la valeur d'utilité de l'UGT et la valeur comptable (M€) ⁽¹⁾	"Valeur seuil" de l'hypothèse	
		Hypothèse A	Hypothèse B
SATIMO INDUSTRIES	1,2	Taux d'actualisation 12,7 %	Variation de la croissance (30%)
ORBIT	7,0	Taux d'actualisation 15,5%	Variation de la croissance (23%)
RAINFORD	5,4	Taux d'actualisation 21,5%	Variation de la croissance (0%)

(1) UGT = Ecart d'acquisition + actif net consolidé

4.1.2. Immobilisations incorporelles

(en K€)	31/12/2012 (*)	Augmentation	Diminution	Variation de change	Reclassement	31/12/2013
Brut	1 378	763	-16	-1	118	2 242
Amortissements	-1340	-224	16	2	15	-1 531
Net	38	539	0	1	133	711

(*) après ventilation des valeurs bruts et amortissements

Les logiciels, brevets et licences sont comptabilisés au coût d'acquisition. Ils sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans en mode linéaire.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement qui remplissent les critères d'inscription à l'actif de la norme IAS38 sont inclus dans les immobilisations incorporelles et sont amortis sur une durée d'utilisation estimée n'excédant pas 3 ans à compter de la date de première commercialisation des produits ou services.

Sans remettre en cause les avancées technologiques de SATIMO, le développement de projets de recherche transversaux avec les équipes de recherche de sa nouvelle filiale ORBIT ne permet plus à l'entreprise d'avoir une lisibilité suffisante sur les projets de recherche développement menés à l'intérieur du Groupe.

Ainsi, l'entreprise ne remplit plus complètement les conditions d'inscription à l'actif de la norme IAS38. Ceux-ci étant complètement refondus dans de nouveaux projets de recherche transversaux dont l'identification des dépenses est impossible à mettre en œuvre.

4.1.3. Immobilisations corporelles

(en K€)	31/12/2012	Augmentation	Diminution	Variation de change	Reclassement	31/12/2013
Brut	10 720	2 663	-31	-267	65	13 149
Amortissements	-5 387	-1 154	31	125	-198	-6 583

(*) après ventilation des valeurs bruts et amortissements

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition majoré des frais accessoires de transport et d'installation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations :

Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 7 ans
Matériels de bureau, informatique et mobilier	3 à 10 ans

Les intérêts des emprunts affectés à la construction et à l'acquisition des actifs corporels sont immobilisés dans le coût de l'actif lorsqu'ils sont significatifs.

Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Location financement

Le montant total des redevances restant à payer sur les contrats de location longue durée s'élève à 44 254€.

Détails des crédits baux :

Désignation des biens	Valeur brute des biens	Redevances de l'exercice	Dotations aux amortissements correspondants	Amortissements cumulés	Emprunts restant dus
MIMO	93	31	31	93	0
SOGELEASE MOBILIER	65	14	13	20	44
TOTAL	156	45	44	113	44

Les biens pris en crédit-bail ont été retraités afin d'apparaître en immobilisations corporelles à l'actif du bilan avec comptabilisation en contrepartie d'un emprunt au passif du bilan diminué de l'avance preneur. Un amortissement linéaire a été comptabilisé en référence à la durée de vie économique du bien.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

4.1.4. Actifs Financiers non courants

Ils comprennent les titres de participations non consolidés, ainsi que les cautions. Leur valeur est révisée à chaque clôture, et une dépréciation est appliquée si nécessaire.

4.1.5. Actifs d'impôts non courants

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des décalages temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus dès lors qu'il est probable que l'entreprise disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales applicables au 31 décembre 2013, soit :

France :	33,33 %
USA :	35%
Hong Kong :	17%
Italie :	32,32%
Royaume Uni :	24%

Le taux d'impôt de chacun des pays est identique à celui retenu au cours de l'exercice précédent.

La synthèse des actifs d'impôts différés non courants est la suivante :

	Impôt Différé Actif - Non courant
Satimo Déficit propre (antérieur IF)	740
Satimo Déficit nés pendant l'IF	1 143
Orbit - DTA long term	685
MVG établissement Hong Kong	241
ID Sur PIDR (toutes Sociétés)	5
Décalages temporaires toutes sociétés	33
Autres	124
Total	2 971

La valeur recouvrable de ces impôts différé actif sont en accord avec les business plans ayant permis d'établir les valeurs d'utilités des UGT du groupe

4.2 Actif courant

4.2.1 Stocks

Les stocks de matières et composants et les stocks de produits intermédiaires et finis sont valorisés à leur coût historique (coût d'acquisition ou coût de production).

Les produits intermédiaires et finis, intègrent en plus du coût historique des approvisionnements, la main d'œuvre valorisée au taux horaire moyen.

Une provision est constituée si la valeur de réalisation à la clôture de l'exercice est inférieure à ce coût historique.

Au 31 décembre, les stocks se décomposaient comme suit :

Matières premières et approvisionnements	4 485 679 €
Produits intermédiaires et finis	2 712 760 €

Les matières premières et approvisionnements sont provisionnés à hauteur de 157 669€

4.2.2. Créances clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2012	Variation	31/12/2013
Valeur Brute	22 472	3 833	26 305
Dépréciation	-496	251	-245
Valeur Nette	21 976	4 084	26 060

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La part de factures à établir dans les comptes clients s'élevait à 15 543 K€ au 31 décembre 2013. La méthode d'évaluation de celles-ci est décrite dans le paragraphe « Chiffre d'affaires »

Une dépréciation est pratiquée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la créance devient douteuse, soit par suite de mise sous contrôle judiciaire ou par le fait d'existence de litiges commerciaux.

En dehors de ces causes identifiées de non-paiement, certaines créances présentant des incertitudes de recouvrement sont provisionnées par application d'un taux de dépréciation issu de l'observation statistique de leur risque de non recouvrement, du contexte de chaque marché et des volumes de créances.

En ce qui concerne la

Satimo Industries :	62 817€
Rainford :	74 275 €
MVG :	107 976€

4.2.3. Autres créances et actifs courants

en K€	31/12/2013	31/12/2012
Autres créances fiscales	4 243	1 035
Frais d'émission d'emprunt	231	0
Charges constatées d'avance	182	297
Autres créances		2 260
Autres créances et actifs courants	4 656	3 592

Les autres créances fiscales représentent essentiellement le CIR 2013 et 2012 chez Satimo industries SAS pour une valeur de 2 619K€, d'une créance de carry-back de 298K€ chez Microwave et des avances d'impôt chez ORBIT pour 1 998K€.

4.3. Capitaux Propres**4.3.1. Capital social et primes d'émission**

Nb actions	31/12/2013	31/12/2012
Actions ordinaires	3 555 945	3 555 945

4.3.2. Actions propres

	31/12/2013	31/12/2012
Nombre d'actions propres	9 297	2 475
Actions propres - <i>en Euros</i>	88 228	23 111

Au 31 décembre 2013, les règles en vigueur sur le marché Alternext permettent la détention d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité. Les actions propres sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats nets de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

4.3.3. Capital potentiel

Le recensement des titres donnant accès au capital existants au 31 décembre 2012 peut se présenter comme suit :

	BSA
Date de l'assemblée générale	31 oct 06
Date du conseil d'administration	26 fév 2007
Nombre de titres émis	8000
Nombre de bénéficiaires	1
Prix d'exercice	23,20
Date limite d'exercice	26 fév 2017
Nombre de titres en circulation au 31/12/2012	8 000
Nombre de titres exercés sur la période	0
Nombre de titres en circulation au 31/12/2013	8 000

La norme IFRS2 prévoit, entre autres, que toutes les transactions réglées en instruments de capitaux propres devront être reflétées dans les états financiers au moment où le service correspondant est rendu.

La société a procédé à la valorisation de ces instruments en retenant le modèle de Black & Scholes.

Le Conseil d'Administration n'a procédé à aucune émission d'option au cours de l'exercice 2013.

Répartition du capital social

A la connaissance de la société, la répartition du capital est la suivante :

	Nb d'actions	% capital	Nb DDV
Salariés	653 403	18%	1 218 501
Investisseurs	2 229 758	63%	3 163 360
Particuliers	672 784	19%	802 974

Dans l'hypothèse où les bons et les options de souscription d'actions seraient exercés, l'incidence sur la répartition du capital serait la suivante :

	Nb d'actions	% capital	Nb DDV
Salariés	661 403	19%	1 226 501
Investisseurs	2 229 758	63%	3 163 360
Particuliers	672 784	18%	802 974

4.3.4. Dividendes

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes durant l'exercice.

4.3.5. Réserves

Cf tableau des capitaux propres.

Les réserves correspondent à la part revenant au Groupe dans les résultats consolidés accumulés de toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation, nets des distributions.

4.4. Trésorerie

L'objectif principal du Groupe en terme de gestion de son capital est de s'assurer du maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité, maximiser la valeur pour les actionnaires et permettre de réaliser des opérations de croissance externe. Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. C'est dans ce cadre que pour financer son activité le Groupe gère son capital en utilisant un ratio égal à l'endettement net divisé par les capitaux propres. Le Groupe inclut dans l'endettement net les dettes financières (en excluant le factoring), la trésorerie et les équivalents de trésorerie, hors activités abandonnées.

En K€	31/12/13	31/12/12
A. Trésorerie	7 100	3 779
B. Instruments équivalents		
C. Titres de placements	0	1 854
D. Liquidités (A+B+C)	7 100	5 633
E. Créances financières à court terme		
F. Dettes bancaires à court terme		
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	-601	- 815
H. Autres dettes financières à court terme		
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	-601	-
J. Endettement financier/excédent net à court terme (I-E-D)	6 499	4 818
K. Emprunts bancaires à plus d'un an	-9 348	-5521
L. Obligations émises		
M. Autres emprunts à plus d'un an		
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	- 9 348	-5 521
O. Endettement financier net (J+N)	- 2	-703
	849	-703
Capitaux propres consolidés	39 764	37 297
Ratio d'endettement net sur fonds propres	7%	2%

Le groupe bénéficie des lignes de crédit court terme suivantes :

Crédits de trésorerie (caisse, Dailly, MCNE)	2 778 K€
Avances sur marchés publics	0 K€
Cautions	6 682 K€
Divers	0 K€

4.5. Passif non courant

4.5.1. Dettes financières

en K€	Evolution des dettes financières (hors factoring) :	
31 décembre 2012		6 478
Souscription		4 000
Remboursement		- 531
31 décembre 2013		9 947

en K€	Nature des dettes financières :	
Emprunts bancaires & participations		9 947
Découverts		0
31 décembre 2013		9 947

Les intérêts courus s'élèvent à 39 K€ au 31/12/2013.

Les principales caractéristiques des emprunts et dettes financières sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nature	Nominal (En K€)	31/12/2013	A - d'1 an	A + d'1 an	Taux
Emprunt Orbit SG CIC OSEO	3 283	2 680	541	2 139	Euribor 3 mois + 2.17%
Anvar	500	500		500	0%
Emprunt Participatif 2012	2 650	2 650		2 650	Euribor 3 mois + 2.7%
Emprunt Obligataire 2013	4 000	4 000		4 000	Taux d'intérêt à 4,80%
Intérêts courus sur emprunts	39	39	39		
Divers Autres	8	8	8		
Crédit-Bail	72	72	13	59	
	10 552	9 949	601	9 348	

4.5.2. Provision non courant

4.5.2.1. Provisions pour risques et charges

(En K€)	31/12/2012	Dotation	Reprise	31/12/2013
Provisions pour garanties	203	121	-27	297
Total	203	121	-27	297

Les charges de garanties sont isolées analytiquement au cours de chaque exercice. Elles incluent les temps passés et les matériels qui ont été utilisés pour les besoins de la garantie. Le montant de la provision est déterminé en appliquant au chiffre d'affaires de l'exercice le même pourcentage que celui constaté en rapportant les dépenses de garantie de l'exercice au chiffre d'affaires de l'exercice précédent.

Les provisions pour risques concernent les risques probables sur les procès en cours, litiges et actions prud'homales connus à la date d'arrêté des comptes. Ces provisions ont été évaluées, soit sur la base de leur résolution intervenue dans l'intervalle, soit sur un montant estimé prudent par nos conseils. En l'absence de litige de cette nature, aucune provision de ce type n'a été constatée.

4.5.2.2. Indemnités de fin de carrière

La valorisation des engagements est conforme aux législations locales en vigueur. Ainsi, pour les engagements relatifs à Microwave Vision et SATIMO Industries, les hypothèses de construction des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

En % - Hypothèses	31 décembre 2013
Taux d'actualisation	3%
Taux d'augmentation des salaires	3,5%
Age de départ à la retraite	62 ans

Il n'existe pas de placement couvrant ces engagements auprès d'un organisme financier.

La provision retraite est de 286K€ au 31/12/2013.

4.6. Passif courant**4.6.1. Autres passifs courants**

en K€	31/12/2013	31/12/2012
Dettes fournisseurs et comptes assimilés	11 150	
Dettes sociales et fiscales	3 466	2 940
Produits constatés d'avance	4 194	3 535
Avances et acomptes reçus sur commande	7	110
Divers	103	-182
TOTAL	18 920	6 403

5. Notes sur le compte de résultat

5.1. Chiffre d'affaires

- **Vente de produits et vente d'études :**

Le chiffre d'affaires est pris en compte au fur et à mesure conformément à la norme IAS37 relative aux contrats de construction.

Des produits à recevoir (travaux non facturés) ou des produits constatés d'avance sont enregistrés sur la base du chiffre d'affaires total estimé et du degré d'avancement constaté par affaire (prix de revient total réalisé à la clôture de l'exercice par rapport au prix de revient total prévisionnel à la fin du contrat) pour constater l'écart entre la facturation et le chiffre d'affaires calculé à l'avancement.

Le montant des produits comptabilisés sur les contrats terminés ou en cours de réalisation est porté sur la ligne Chiffre d'Affaires.

Dans le cas où une perte à terminaison est envisagée, cette perte est constatée par la voie d'une provision pour risques sous déduction de la perte à l'avancement déjà constatée.

Aucun actif et aucun passif n'est constaté au titre des contrats commerciaux.

- **Maintenance**

Les contrats de maintenance sont facturés à date anniversaire et une fois par an en général. Le produit pris en compte dans le résultat est le prorata temporis de la valeur du contrat. Des produits constatés d'avance sont enregistrés pour la part non échue de ces contrats.

5.2. Charges opérationnelles courantes

L'exercice clos le 31 décembre 2013 consolide les comptes des entités d'origine SATIMO et ceux d'origine ORBIT.

Les achats consommés sont passés de 31% à 32% du chiffre d'affaires.

Le poids des charges de personnel a augmenté de 11,78%, tout en conservant un ratio de 36% du chiffre d'affaires sur 2013 contre 35,6% en 2012.

Les impôts et taxes sont stables à 1% du chiffre d'affaires.

Les autres produits et charges courantes sont constitués principalement de sous-traitance et achats de prestations, de frais de déplacement et de frais de locations immobilières. Leur poids passe de 21,9% du chiffre d'affaires à 20,3%.

L'évolution de ces différents postes est liée aux gros efforts de l'ensemble des équipes du groupe qui s'est attaché à réaliser un maximum d'économies.

Les dépenses de R&D se sont élevées à 5 150 K€ au cours de l'exercice 2013 Elles sont essentiellement constituées de frais de personnel.

Le crédit d'impôt recherche s'élève à 1 435k€ au 31 décembre 2013, contre 1 239 K€ au 31 décembre 2012.

Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

(en K€)	31/12/2013 12 mois	31/12/2012 12 mois
MICROWAVE Autres produits et charges d'exploitation	32	62
Total autres produits et charges opérationnels	32	62

5.3. Résultat financier

(en K€)	31/12/2013	31/12/2012
Coût de l'endettement financier net	306	386
Autres produits et charges financiers	25	76
Résultat Financier	331	462

Le coût de l'endettement financier provient principalement du remboursement des intérêts liés aux emprunts souscrits pour l'acquisition d'ORBIT, d'ANTENESSA et de l'emprunt 2013.

5.4. Impôts sur les sociétés

La société mère du Groupe, la société Microwave Vision S.A., applique la loi fiscale française qui prévoit un taux d'impôt sur les sociétés de 33,33% au 31 décembre 2013. Les actifs et passifs d'impôts différés pour les entités sont calculés en utilisant les taux anticipés pour 2012 et 2013. Les entités étrangères appliquent le taux d'imposition applicable dans leur pays d'établissement.

(en K€)	31/12/2013	31/12/2012
Impôts exigibles	444	481
Impôts différés	369	81

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre la charge d'impôts théorique en appliquant le taux d'impôt en vigueur en France au 31 décembre 2013 et la charge d'impôt comptabilisée.

En K€	
Bénéfice avant impôts et intérêts minoritaires	3 913
Taux théorique d'impôts sur les sociétés	33%
Economie (charge) théorique d'impôt sur les bénéfices	1 304
Effet des différentiels de taux d'imposition, des modifications de législations fiscales et diverses	-152
Différence permanente	-485
Pertes générées durant l'exercice reportables non activées	148
Consommation des déficits non activés en 2013	0
Activation des déficits 2008 ORBIT	0
Contrôle fiscal CIR 2008	0
Frais de RD	0
Autres éléments	-3
Charges d'impôts sur l'exercice 2013	-813

5.5. Résultat par action

	Avant dilution	Après dilution
Résultat net part du groupe	2 964 K€	2 964 K€
Nombre de titres	3 555 945	3 563 945
Résultat net par action	0. 8335€	0.8317 €

5.6. Ecart de change

Nous constatons un gain de change au 31/12/2013 pour un montant de 274 915 € et une perte de change négative de 131 564 €.

6. Informations sectorielles

Le Groupe découpe son activité en 4 Business Unit, Un secteur reprenant l'activité à base d'instrumentation mono-capteur

- La Business Unit AMS
- La Business Unit EMC
- La Business Unit EIC
- La Business Unit NSH

6.1. Compte de résultat sectoriel

Exercice clos au 31/12/2013	AMS	EMC	EIC	NSH
Chiffre d'affaires	42 782	7 216	1 500	0
Résultat opérationnel	5 477	371	-516	-1 088

Exercice clos au 31/12/2012	AMS	EMC	EIC	NSH
Chiffre d'affaires	41 218	3 250	1 800	0
Résultat opérationnel	4 198	524	-494	-509

6.2. Bilan sectoriel

Compte tenu de la transversalité des moyens techniques, les actifs et passif non courant n'ont pas pu être ventilés de manière équitable par Business Unit, par conséquent, la ventilation bilancielle est donc limitée aux principaux postes de l'actif et passif courant.

Exercice clos au 31/12/2013	AMS	EMC	EIC	NSH
Stock	6 146	831	223	NS
Créances clients	6 553	1 304	454	0
Dettes fournisseurs	6 316	745	38	NS

Exercice clos au 31/12/2012	AMS	EMC	EIC	NSH
Stock	5 294	396	196	NS
Créances clients	7 833	912	545	0
Dettes fournisseurs	5 128	852	447	NS

Les données bilancielle NSH sont considérées comme non-significatives contenu de l'activité de la business unit : R&D.

6.3. Chiffre d'affaires par destination

en K€	31-déc-13 12 mois	31-déc-12 12 mois
Europe	15 450	11 513
Amérique du nord	18 540	11 483
Asie	17 509	23 362
TOTAL	51 499	46 358

Les chiffres d'affaires sont répartis en fonction de la localisation de l'entité réalisatrice du chiffre d'affaires.

7. Informations relatives aux parties liées**7.1. Identification des parties liées**

Il n'existe pas d'entreprise associée ou de coentreprise.

Les principaux dirigeants de Microwave Vision sont :

Philippe GARREAU (Président directeur général)

Arnaud GANDOIS (Directeur général délégué)

Luc DUCHESNE (Directeur général délégué)

Gianni BARONE (Directeur commercial)

Pascal GIGON (Directeur financier) exerce sa fonction au travers de la structure GFC

Eric BEAUMONT (Directeur de la stratégie)

7.2. Conventions

Dans le cadre de la convention de prestations d'assistance et de services entre MICROWAVE VISION S.A. et ses filiales, MICROWAVE VISION S.A. facture à ses filiales un montant basé sur le budget annuel de l'ensemble des coûts de ses directions fonctionnelles. Au titre de l'exercice 2013, les montants facturés au titre de cette convention s'établissent à 7 654 K€. S'agissant de prestations internes au groupe, elles sont éliminées dans le processus de consolidation.

Il en est de même pour la convention de trésorerie avec SATIMO Industries dont les intérêts sont neutralisés en consolidation.

7.2.1. Relations avec les principaux dirigeants

7.2.1.1. Rémunération des mandataires sociaux : Président du conseil d'administration et Directeurs Généraux Délégués

Ces rémunérations s'élèvent à 476 211 € au titre de leurs contrats de travail.

Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du conseil d'administration.

Dans la rémunération des mandataires sociaux, nous pouvons préciser que Mr GARREAU perçoit un avantage en nature automobile à court terme pour un montant annuel de 3.240 euros. Toutes autres catégories d'avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat et paiements divers en actions ne sont pas applicables par la société.

7.2.1.2. Plans d'options de souscription d'actions et BSA

Les plans d'options de souscription d'actions et les Bons de Souscription d'Actions concernent les cadres dirigeants et les personnels clés de l'entreprise.

Principales caractéristiques des 8.000 Bons de souscription d'actions émis par le conseil d'administration lors de sa séance du 17 février 2007 :

- chaque BSA donne droit à la souscription d'une action ordinaire de la société Microwave Vision d'une valeur nominale des 0,20 euros ;
- prix unitaire d'émission des BSA : 2,32 euros ;
- prix unitaire de souscription de l'action : 23,20 euros ;
- délai d'exercice : 26 février 2017.

8. Autres informations

8.1. Gestion des risques financiers

8.1.1. Exposition au risque de taux

Le Groupe est exposé à des risques de taux de change et risques de taux d'intérêt. Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués d'emprunts bancaires et de découverts auprès des banques et de trésorerie. Par ailleurs, le Groupe détient des actifs et passifs financiers tels que des créances et dettes commerciales qui sont générées par ses activités.

8.1.2. Exposition au risque de change

Le Groupe ne couvre pas son risque de change.

8.2. Engagements hors bilan

La répartition des engagements bilan est la suivante :

- Caution marché étranger restitution d'acompte : 1 115 215 €
- Nantissement de fonds de commerce : 5 300 000 €
- Nantissement de fonds de commerce: 6 000 000 € (créance remboursée, main levée à demander)
- Nantissement de fonds de commerce: 1 150 000 € (créance remboursée, main levée à demander)
- Nantissement de fonds de commerce: 3 600 000 € (créance remboursée, main levée à demander)

8.3. Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 8 333 heures au 31 décembre 2013.

8.4. Honoraires versés aux auditeurs

Au titre de l'exercice 2013, le groupe a versé 185 223 euros à ses auditeurs comptables.

8.5. Effectifs moyens par Catégories au 31 Décembre 2013 :

Cadres :	241
Non cadres :	80
TOTAL :	321